



PREFECTURE PYRENEES- ATLANTIQUES

## **Arrêté n ° 2012283-0012**

**signé par Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées- Atlantiques, Benoist DELAGE  
le 09 Octobre 2012**

**Administration territoriale des Pyrénées- Atlantiques  
Direction départementale des territoires et de la mer  
Productions et économie agricole**

Arrêté préfectoral constatant la variation des  
maximas et minimas dans le cadre des baux  
ruraux pour l'année 2012



**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**  
Cité Administrative- Boulevard Tourasse  
64032 PAU CEDEX  
05 59 80 87 49 - Fax 05 47 41 31 01

-----  
S.P.E.A.

**ARRETE PREFECTORAL**  
**constatant la variation des maxima et des minima pour l'année 2012**  
**et fixant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues et des bâtiments d'exploitation**  
**dans le cadre des nouveaux baux ou à renouveler**

**Le PREFET des Pyrénées Atlantiques,**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Rural et notamment l'article L 411-11, R 411-9-1 à R 411-9-3,  
VU les articles 61 et 62 de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n°2010-874 du 27 juillet 2010,  
VU le décret n°2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et ses composantes,  
VU l'arrêté du 11 juillet 2012 constatant pour l'année 2012 l'indice national des fermages,  
SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : L'indice national des fermages** est constaté pour 2012 à la valeur 103,95

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1er Octobre 2012 au 30 Septembre 2013.

**La variation de cet indice** par rapport à l'année précédente est de **+ 2,67 %**

**ARTICLE 2 : A compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2012 et jusqu'au 30 Septembre 2013**, les maxima et les minima pour la polyculture sont fixés aux valeurs suivantes, actualisées sur la base de l'indice des fermages, valeur 103,95 :  
(Prix annuel pour 1 hectare de terre)

**Zone n° 1** : Vallées de l'Adour, du Gave d'Oloron et du Gave de Pau :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	208,72	168,77
1ère catégorie	168,77	150,52
2ème catégorie	150,52	132,98
3ème catégorie	132,98	115,09
4ème catégorie	115,09	89,44

**Zone n° 2** : Coteaux du Béarn, Vic-Bilh, Chalosse :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	187,94	150,52
1ère catégorie	150,52	132,66
2ème catégorie	132,66	115,15
3ème catégorie	115,15	98,30
4ème catégorie	98,30	74,64

**Zone n° 3** : Côte Basque, Coteaux Basques et Coteaux entre les Gaves moins les communes classées en zone de montagne (annexe II de l'arrêté 98.D.2178) :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	166,95	132,98
1ère catégorie	132,98	115,09
2ème catégorie	115,09	98,30
3ème catégorie	98,30	81,13
4ème catégorie	81,13	65,76

**Zone n° 4** : Montagnes du Béarn et du Pays-Basque plus les communes classées ou partiellement classées en zone de montagne (annexe II de l'arrêté 98.D.2178) :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	143,48	126,48
1ère catégorie	126,48	108,43
2ème catégorie	108,43	90,36
3ème catégorie	90,36	63,27
4ème catégorie	63,27	41,55

Dans chacune de ces quatre zones, les exploitations agricoles sont réparties en cinq catégories définies en fonction des critères suivants :

**Pour les zones I, II et III :**

- **Catégorie exceptionnelle** : Terres d'excellente qualité agronomique, irriguées ou ne nécessitant pas d'irrigation, drainées ou ne nécessitant pas de drainage, de très bonne configuration.
- **1ère catégorie** : Bonnes terres profondes de vallée ou de coteaux fertiles, même en légère pente, et de bonne configuration.
- **2ème catégorie** : Terres mécanisables de qualité agronomique moyenne, peu caillouteuses, saines, de configuration régulière.
- **3ème catégorie** : Terres mécanisables de qualité agronomique passable, peu fertiles, caillouteuses ou de configuration irrégulière, ou riveraines de bois.
- **4ème catégorie** : Terres non mécanisables, pauvres ou excessivement caillouteuses, ou très humides sans possibilité de drainage, ou parcelles en forte pente.

**Pour la zone IV (zone montagne) :**

- **Catégorie exceptionnelle** : Terres saines, labourables, plates ou de faible pente, exposition ensoleillée, sans obstacle au labour, d'une surface d'au moins 1 hectare d'accès facile.
- **1ère catégorie** : Terres saines, labourables, moyennement ensoleillées, mécanisables avec les matériels courants actuels.
- **2ème catégorie** : Terres mécanisables, non labourables du fait de leur déclivité, constituant de bonnes prairies où la flore peut être régénérée mécaniquement, sans affleurement de roche et sans mouillères.
- **3ème catégorie** : Bonnes prairies permanentes exploitables seulement avec du matériel spécifique montagne.
- **4ème catégorie** : Pacages et parcours pâturables.

Ces critères sont applicables à chaque parcelle de l'exploitation.

**Remarque relative à la valeur locative des landes :**

Sur une exploitation donnée, la valeur locative d'un hectare de lande, susceptible d'être mis en culture, est égale au cinquième de la valeur locative moyenne d'un hectare de terre de ladite exploitation. »

**ARTICLE 3** : Le cours moyen des vignes A.O.C. devant servir de base de calcul pour la valeur locative des terrains plantés en vignes est le suivant :

<u>A.O.C. BEARN</u> :	79 €/HI
<u>Jurançon doux</u> :	244 €/HI
<u>Jurançon sec</u> :	119 €/HI
<u>Madiran</u> :	111 €/HI
<u>Pacherenc doux</u> :	238 €/HI
<u>Pacherenc sec</u> :	81 €/HI
<u>Irouléguy</u> :	164 €/HI

**ARTICLE 4 : LOYER DES BATIMENTS D'HABITATION. :**

Le loyer de référence du contrat est actualisé, chaque année, selon la variation de l'Indice de Référence des Loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), chaque trimestre, à la date de signature du bail ou à défaut, à la date d'entrée dans les lieux :

**Actualisation des prix 2012 avec l'Indice de Référence des Loyers du 2ème trimestre 2012 : + 2,20 %**

**ARTICLE 5. : MAJORATIONS ET MINORATIONS DE LA VALEUR LOCATIVE DE BASE**

En application de l'article L 411-11 du Code Rural, des majorations et minorations peuvent intervenir, en fonction de divers éléments, qui, partant de cette valeur locative de base, permettent, dans chaque cas, de déterminer les valeurs maxima et minima à l'hectare qui ne doivent pas être dépassées.

1° Durée du bail

a) Majorations

Bail de 12 ans.....+ 3%

Bail de 15 ans.....+ 6 %

Baux à long terme de 18 ans.....+10%

Baux à long terme de 25 ans.....+15%

b) Minorations

En cas de reprise au cours du premier bail

Reprise à 3 ans.....-15%

Reprise à 6 ans.....- 10%

En cas de reprise au cours du premier renouvellement

Reprise à 3 ans.....- 8%

Reprise à 6 ans.....-5%

En outre, lorsque sera introduite dans le bail la clause de reprise à la fin de la 6<sup>ème</sup> année prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 411-6 du Code Rural, la minoration de 5% sera effective dès la première année du renouvellement. Si la reprise n'est pas notifiée au preneur dans les délais prévus par l'alinéa 3 de cet article, la minoration disparaît, sans effet rétroactif.

2° Assainissement (par parcelle ou îlot de culture)

Majoration pour réseau d'assainissement rationnel et efficace.....+10%  
(lorsque ce critère n'a pas déjà été pris en compte dans la détermination de la catégorie).

3° Irrigation (par parcelle ou îlot de culture)

Majoration pour système d'irrigation rationnel et efficace.....+15%

(lorsque ce critère n'a pas déjà été pris en compte dans la détermination de la catégorie).

4° Aménagements fonciers ou investissements exécutés par le bailleur dans le cadre d'une Association Syndicale et améliorant l'exploitation ainsi que les investissements réalisés en application de l'article 175 du Code Rural:

Le montant du fermage en cours sera augmenté d'une rente fixée d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, par le Tribunal Paritaire des Baux Ruraux compte tenu notamment des dépenses supportées par le bailleur (article R 411-9 du Code Rural) .

### 5° Cultures spécialisées

Lorsqu'il est de notoriété publique qu'une parcelle (ou plusieurs) du bien loué a vocation de porter une culture spécialisée, et la porte effectivement, une majoration de la valeur locative de base peut être appliquée pour cette parcelle suivant barème ci-dessous :

- Vignes AOC.....20 à 40%
- Vignes C.C.....10 à 20%
- Cultures maraîchères.....10 à 20%
- Cultures florales.....10 à 20%
- Pépinières.....5 à 10%
- Cultures fruitières.....5 à 10%

### **ARTICLE 6 : DEFINITIONS DU CORPS DE FERME en application de l'article L 411-3 du Code Rural.**

Est considéré comme « corps de ferme » toute exploitation comportant des bâtiments à usage agricole permanent et dont la superficie agricole utile a un minimum de quatre hectares en polyculture.

Les parcelles isolées, sans bâtiments d'exploitation, d'une superficie inférieure à cinquante ares dans les communes classées en zone de montagne et un hectare dans le reste du département, et ce pour la polyculture, ne sont pas soumises à toutes les dispositions du statut du fermage.

Dans tous les cas, pour le calcul de la superficie des cultures spécialisées, il sera fait application des coefficients d'équivalence définis par le schéma directeur départemental des structures agricoles.

Pour toutes les parcelles et corps de ferme entrant dans le champ d'application du statut du fermage, les contrats de baux ruraux doivent être rédigés par écrit. A défaut d'écrit, les baux conclus verbalement sont censés faits, dorénavant, selon les dispositions de l'article L 411-4 du Code Rural et répondre aux dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :**L'arrêté préfectoral n° 2011-251-006 en date du 08 septembre 2011 constatant la variation des maximas et des minimas pour l'année 2011 est abrogé

### **ARTICLE 8 :**

Le Secrétaire Général des Pyrénées-Atlantiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations du Département des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à PAU, le 09 octobre 2012  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Benoist DELAGE